

TABLE RONDE DES BAILLEURS DE FONDS

ALLOCUTION DE MONSIEUR LE MINISTRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

ABIDJAN, LE 18 JUILLET 2007

Excellence Monsieur le Premier Ministre,

Mesdames et Messieurs les Membres du Gouvernement,

Monsieur le Représentant Résident de la Banque Mondiale,

Monsieur le Représentant Résident du Fonds Monétaire International,

Monsieur le Représentant Officiel de la Banque africaine de Développement,

Monsieur le Chef de délégation de la Commission Européenne à Abidjan,

Monsieur le Représentant Résident du PNUD,

Mesdames et Messieurs les Responsables d'Organisations d'Institutions et autres organisations internationales,

Mesdames et Messieurs, en vos rangs et qualités respectives,

Honorables invités,

Mesdames et Messieurs,

Je voudrais saluer votre présence distinguée et vous exprimer la reconnaissance du Gouvernement à l'ensemble des partenaires au développement, pour leur engagement constant à nos côtés.

Cette présence matérialise l'intérêt que vos organisations respectives ont toujours accordé à la Côte d'Ivoire.

En effet, en dépit de la situation de crise depuis le 19 septembre 2002, vous avez maintenu pour la plupart votre présence et un contact permanent avec les autorités ivoiriennes. Mieux, certains partenaires ont continué de nous appuyer dans des programmes divers.

Depuis 2006, les discussions ont été engagées avec les institutions de Bretton Woods, en vue de la Conclusion d'un programme post conflit.

Mesdames et Messieurs,

La situation de crise ayant fortement marqué l'économie ivoirienne ne lui a pas permis de réaliser ses performances d'antan. Le taux de croissance du PIB est resté négatif en 2002 et 2003 avec respectivement des niveaux de -1,6% et -1,7%.

Toutefois, la capacité d'adaptation de l'économie et les réformes entreprises ont vite permis de retourner cette tendance baissière du PIB. Ainsi, le pays a su maintenir un taux de croissance positif depuis 2004, même si les niveaux réalisés de +1,6% en 2004, +1,8% en 2005 et +1,2% en 2006 restent faibles par rapport au potentiel.

Des efforts importants ont été faits en matière de transparence, de bonne gestion des finances publiques. Il en est de même de la gestion des ressources générées par les principales filières de l'économie ivoirienne, notamment la filière café cacao.

La capacité de mobilisation de ressources internes s'est accrue, en dépit de l'exercice de l'autorité de l'Etat sur seulement une partie du territoire national. A titre d'exemple, les recettes fiscales sont passées de 1077,5 milliards de F CFA en 2000 à 1372,1 milliards de F CFA en 2006, soit une hausse de 21,5%.

Ces efforts de mobilisation de ressources internes et l'optimisation des dépenses ont permis à l'Etat de faire face aux charges de fonctionnement, aux dépenses liées à la crise, et à l'apurement d'arriérés de paiement, notamment les arriérés intérieurs.

L'apurement des arriérés extérieurs constitue l'une des priorités du Gouvernement en 2007. C'est pourquoi, il vient de conclure un protocole d'accord pour l'apurement des arriérés de la Banque Mondiale. Il en sera de même avec la Banque Africaine de Développement.

Depuis le 1^{er} juillet 2007, le Gouvernement a repris le paiement de ses arriérés envers ces deux institutions et entend honorer ses engagements au titre des échéances à venir.

Dans ce contexte, les réformes engagées en matière de gestion des finances publiques qui seront poursuivies et renforcées devraient donner des résultats probants, avec la réunification et la normalisation de la situation sociopolitique qui paraissent maintenant irréversible.

En effet, l'accord de Ouagadougou offre des perspectives nouvelles qui fondent dès maintenant la prise de mesures appropriées de relance économique, pour réaliser un niveau de croissance capable de s'attaquer au phénomène de pauvreté de plus en plus grandissant.

L'effet conjugué des réformes et de la décrispation de l'environnement politique conduit progressivement au rétablissement de la confiance des opérateurs économiques. Il est donc temps d'envisager avec optimisme la relance effective des activités et de la croissance économique.

La viabilité de toutes ces démarches reste tributaire de la réussite du processus de sortie de crise, qui dépend dans une large mesure, de la mobilisation effective des financements minima arrêtés.

C'est pourquoi, en raison des contraintes budgétaires et dans un souci de rationalisation des dépenses, les modes opératoires des programmes ont été revus pour assurer une bonne articulation des différentes composantes des programmes, en vue d'arrêter des budgets réalistes.

L'utilisation des procédures concurrentielles de passation des marchés devrait permettre d'optimiser la gestion des ressources prévues et de dégager des économies budgétaires.

Selon les évaluations actuelles, le coût des programmes est d'environ 138 milliards de F CFA, dont 49 milliards de F CFA pris en charge par le budget de l'Etat, au titre de l'exercice 2007.

Mesdames et Messieurs,

Comme vous le constatez, en dépit des efforts de rationalisation des dépenses et de mobilisation de ressources intérieures, il subsiste un besoin de financement de l'ordre de 89 milliards de F CFA.

A cet égard, le Gouvernement ivoirien qui a toujours bénéficié de l'appui des partenaires au développement voudrait compter sur l'attention particulière que vous accorderez au financement de ces besoins additionnels, indispensable à la mise en œuvre effective des différents programmes.

Compte tenu de l'urgence liée à la mise en œuvre des opérations, je souhaite que les procédures de prise de décisions de vos institutions respectives soient rapidement engagées et prennent en compte ce souci de célérité.

De même, pour une plus grande efficacité, il est indispensable que les calendriers de décaissement soient synchronisés avec ceux de l'Etat.

Cette synchronisation nécessite de la souplesse, sans toutefois sacrifier la transparence et la rigueur qu'exige la gestion des ressources publiques.

Les services compétents du Cabinet du Premier Ministre et de mon Département sont mobilisés pour répondre à vos besoins d'information complémentaires, pouvant contribuer à éclairer une prise de décision rapide.

C'est sur ces mots que je voudrais terminer mon propos, avec l'espoir que notre sollicitation a été entendue.

Merci de votre soutien.